



## CHAPITRE 8

Loi modifiant la Loi assurant la reprise  
des services dans le secteur public

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-  
ment de l'Assemblée nationale du Québec,  
décrète ce qui suit:

1972, c.  
7, a. 6,  
mod.

**1.** L'article 6 de la Loi assurant la  
reprise des services dans le secteur public  
(1972, chapitre 7) est modifié en retran-  
chant, dans l'avant dernière et la dernière  
lignes, les mots et chiffres « ou, à défaut,  
jusqu'au 30 juin 1972 ».

Id., a. 10,  
remp.

**2.** L'article 10 de ladite loi est rem-  
placé par le suivant:

Négocia-  
tions.

« **10.** 1. Le ministre du travail et de  
la main-d'oeuvre s'assure que les négocia-  
tions se poursuivent avec diligence et  
bonne foi.

Avis  
qu'il ne  
peut y  
avoir  
entente.

2. Lorsque l'une des parties habilitées,  
suivant le Code du travail et le chapitre 12  
des lois de 1971, à négocier et à agréer  
une convention collective estime que les  
négociations ne pourront conduire à une  
entente avant le 15 septembre 1972, elle  
en avise par écrit le ministre et l'autre  
partie. Sur réception de cet avis, le minis-  
tre avise le lieutenant-gouverneur en con-  
seil du contenu de l'avis.

Condi-  
tions de  
travail  
fixées par  
décret.

3. Si le lieutenant-gouverneur en conseil  
est d'avis qu'une entente ne pourra inter-  
venir entre deux parties habilitées à négocier  
et à agréer une convention collective,  
il détermine par décret, après consultation  
par le ministre des associations des salariés

## CHAPTER 8

An Act to amend the Act to ensure re-  
sumption of services in the public sector

[Assented to 30th June 1972]

HER MAJESTY, with the advice and  
consent of the National Assembly of  
Québec, enacts as follows:

**1.** Section 6 of the Act to ensure re-  
sumption of services in the public sector  
(1972, chapter 7) is amended by striking  
out the words and figures "or, failing it,  
until the 30th of June 1972" in the sixth  
and seventh lines.

1972, c.  
7, s. 6,  
am.

**2.** Section 10 of the said act is replaced  
by the following:

Id., s. 10,  
replaced.

« **10.** (1) The Minister of Labour and  
Manpower shall make certain that the  
negotiations are carried on diligently and  
in good faith.

Negotia-  
tions.

(2) When one of the parties empowered  
in accordance with the Labour Code and  
chapter 12 of the statutes of 1971 to  
negotiate and agree to a collective agree-  
ment considers that the negotiations can-  
not lead to an agreement before the 15th  
of September 1972, he shall give notice of  
it in writing to the Minister and the other  
party. On receiving the notice, the Min-  
ister shall advise the Lieutenant-Governor  
in Council of its contents.

Notice of  
disagree-  
ment.

(3) If the Lieutenant-Governor in Coun-  
cil is of opinion that an agreement cannot  
be reached between the parties empowered  
to negotiate and agree to a collective agree-  
ment, he shall fix by decree, after consulta-  
tion by the Minister with the associations

Condi-  
tions of  
employ-  
ment  
fixed by  
decree.

et des employeurs intéressés, toutes ou certaines des conditions de travail des salariés.

Règle-  
ment des  
autres  
condi-  
tions.

4. Si le décret ne porte que sur certaines conditions de travail, il doit prévoir le mécanisme de règlement de celles des conditions qui n'ont pas été déterminées par le décret.

Clauses  
contenues  
dans le  
décret.

5. Le décret doit contenir toutes les clauses paraphées par les parties avant la date de l'avis donné par une partie suivant le paragraphe 2 et respecter les dernières offres, propositions et conditions soumises aux associations de salariés par les employeurs avant le 27 juin 1972.

Décret  
remplace  
conven-  
tion.

6. Le décret et les conditions de travail déterminées conformément au paragraphe 4 tiennent lieu de convention collective au sens du Code du travail entre les salariés et les employeurs pour une durée ne pouvant excéder le 1<sup>er</sup> juillet 1975.

Délai  
pour le  
décret.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ainsi procéder par décret à toute date qu'il juge appropriée mais non antérieure au 3 août 1972 ni postérieure au 15 septembre 1972 à moins que les deux parties habilitées à négocier et à agréer une convention collective conviennent de continuer leurs négociations jusqu'à une date ultérieure qu'elles déterminent avec l'approbation du ministre, auquel cas la date ainsi déterminée par les parties constitue la date à laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil peut procéder à l'adoption d'un décret. »

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of employees and the employers concerned, all or some of the conditions of employment of the employees.

(4) If the decree deals only with certain conditions of employment, it must provide the means of settlement of those conditions not fixed by the decree.

Settle-  
ment of  
other con-  
ditions.

(5) The decree must contain all the clauses initialled by the parties before the date of the notice given by a party under subsection 2 and comply with the last offers, proposals and conditions submitted to the associations of employees by the employers before the 27th of June 1972.

Clauses  
to be  
included,  
etc.

(6) The decree and the conditions of employment fixed under subsection 4, shall be in lieu of a collective agreement within the meaning of the Labour Code between the employees and employers for a period that shall not extend beyond the 1st of July 1975.

Decree,  
etc., in  
lieu of  
collective  
agree-  
ment.

(7) The Lieutenant-Governor in Council may so proceed by decree on any date he considers proper but not before the 3rd of August 1972 nor later than the 15th of September 1972 unless the two parties empowered to negotiate and agree to a collective agreement agree to continue negotiations until a later date they fix with the approval of the Minister, in which case the date so fixed by the parties shall be the date on which the Lieutenant-Governor in Council may make a decree."

Delay  
for  
decree.

**3.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.